

Mondial de la contestation sociale : Et maintenant, le Brésil !

Un million de personnes dans tout le Brésil jeudi dernier, 300 000 rien qu'à Rio de Janeiro : « *Une mer humaine, un déluge de pancartes et de banderoles* » selon la presse.

Deux semaines que le mouvement a commencé contre l'augmentation des tarifs des transports en commun, alors que des sommes colossales sont dépensées pour l'organisation de la Coupe Fifa et 15 milliards de dollars pour le Mondial de 2014.

Alors que le salaire minimum brésilien équivaut à 240 €, que le salaire ouvrier moyen à Sao Paulo est d'environ le double, la dépense moyenne en transport est de 80 € par mois. Inabordable.

Romario, champion du monde de football en 1994 et actuel député fédéral, ne mâche pas ses mots : la Fifa « *monte un cirque, ne dépense pas un centime et emporte tout* ». Rivaldo, champion du monde en 2002, évoque la « *honte de dépenser tant d'argent pour cette Coupe du monde et laisser les hôpitaux et les écoles dans des conditions précaires* ».

Des gouverneurs d'État et des maires ont dû reculer devant la mobilisation. Mais si les manifestants ont obtenu par endroits le retour à l'ancien tarif, un étudiant explique : « *On ne peut pas s'arrêter là. Tout le monde sait que nos revendications dépassent le cadre du relèvement du tarif des transports.* »

Le gouvernement « de gauche » commande des grands travaux qui profitent aux riches, corruption à la clé, et réserve aux pauvres expropriations, expulsions et hausses d'impôts.

Malgré les promesses de la présidente Dilma Rousseff, samedi, le mouvement ne s'est pas essoufflé : des dizaines de milliers de manifestants dans plus de 100 villes. Il est soutenu par les trois quarts de la population.

L'idée est lancée d'une grève générale le 1^{er} juillet. De quoi semer la panique au gouvernement, comme chez ses amis capitalistes. Et pas seulement au Brésil.

En France, une conférence antisociale : « Ce n'est pas dans les salons qu'on obtiendra satisfaction. »

« *Tout le monde s'emmerde, on trouve ça long* » a déclaré Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, à propos de la « conférence sociale » qui a réuni, la semaine dernière, gouvernement, patronat et confédérations syndicales.

Mais, pas plus que les autres dirigeants syndicaux, il n'a jugé bon de claquer la porte de cette grand-messe dont il n'y avait rien de bon à attendre pour les travailleurs.

Ne voulant pas rater une occasion de pérorer dans les salons, les invités y sont allés de leur couplet vantant les prétendus aspects positifs du « dialogue social » et de la méthode gouvernementale !

Et à l'arrivée ? D'un côté beaucoup de vent, de l'autre la confirmation d'une nouvelle offensive programmée contre les retraites. Et pour cet été, un nouveau round de « concertation » que le premier ministre espère « *dense, riche et sincère* » !

Une façon de nous lanterner alors qu'est déjà prévu un nouvel allongement de la durée de cotisation requise pour une retraite à taux plein. Ce serait, selon François Hollande, la mesure « *la plus juste* » ! Chacun sait pourtant que la principale conséquence en serait une baisse généralisée des pensions, dont le gouvernement envisage d'ailleurs la désindexation par rapport à l'inflation.

Une mesure « *juste* » ? Elle consisterait à redresser, sur le dos des actuels et futurs retraités, les comptes des caisses de retraite dont le déficit est dû au chômage massif et aux bas salaires ! Et cela ne suffirait même pas à contenter le Medef, qui continue à réclamer un nouveau report de l'âge d'ouverture des droits.

Au diable donc les « tables rondes » avec le patronat et le gouvernement ! C'est dans la lutte, tous ensemble, que les travailleurs se feront respecter.

Devoirs de vacances

La mise en place du Compteur Transitoire (CT) est annoncée pour le 1^{er} juillet. Le CEF (Compte Epargne Formation) et le CTI (Capital Temps Individuel) supérieurs à 10 jours seront basculés dans ce compteur, qu'il faudra vider avant fin 2016. Il y a intérêt à éplucher sa fiche de paye de juillet pour vérifier que tout a été basculé. Bonjour les vacances !

La capitalisation remise en cause

En plus de vider les compteurs via le CT, la direction veut limiter les capitalisations. A chaque fin d'année, le CTI ne devra pas dépasser 15 jours, puis 10 à partir de 2017. Congés principaux (au-delà de 5 jours/an), UPA (Unités Pratiques d'Atelier), congés fin de carrière et de préparation à la retraite, avantage Régie (30 ou 38 ans d'ancienneté) devront être pris au fil de leur acquisition, sinon ils seront perdus. Grâce à l'accord de compétitivité de mars dernier, la direction veut revenir sur les avantages acquis par les salariés au fil de leurs luttes. Si on la laisse faire...

Le CEF est supprimé, les magouilles continuent

Suite à la suppression du CEF au 1^{er} juillet, les ETAM et APR en normale vont travailler 7 mn de moins par jour. C'est le résultat d'un long combat. La création du Compte Epargne Formation en 1999 avait pour effet de réduire le nombre de RTT liées aux 35h. Mais les compteurs de CEF gonflaient et la direction a essayé de les vider par des formations obligatoires. Des salariés ont alors résisté contre cette pratique illégale, pour laquelle Renault a été condamné par le TGI de Nanterre fin 2011. La direction rend donc ces RTT, mais pas aux cadres. Et elle déduit au passage 6h de franchise annuelle du temps de travail des ETAM/APR. On ne se refait pas.

Les salariés du GIE ne sont pas des pions

Le 1^{er} janvier 2014, Cofely (filiale de GDF-Suez) reprendra la Maintenance du TCR, Docapost (filiale de La Poste) le Courrier, Form'A les Implantations et SDV la Logistique Transport. Vestalia garde le SVE et la Logistique de site. C'est la fin du feuilleton des appels d'offres qui dure depuis un an et demi, et qui avait généré de l'inquiétude chez les salariés du GIE. Mais la suite reste obscure : que vont devenir les salariés Vestalia et Renault du GIE ? Pour ne pas y perdre des plumes, il faudra agir collectivement.

Cette fois ci, les espions sont vrais

En juin et juillet, 400 voitures du pool taxi sont équipées de boîtiers permettant de les géolocaliser à la minute près. Objectif affiché : optimiser les pools, et au passage dissuader les usages personnels. Et si l'essai est concluant, le système sera commercialisé pour les flottes des autres entreprises. On savait que la direction avait une certaine expérience dans l'espionnage. De là à vouloir l'exporter...

ESI on nous disait ce qu'il se passe

Renault a signé en mai un nouvel accord avec ESI Group, spécialiste du Prototypage Virtuel (VPS...). Cet accord vise à renforcer les prototypes virtuels afin de remplacer les prototypes réels dans de nombreux domaines : confort habitacle, sièges, sécurité, crash-test, acoustique, moteurs... Pour mieux dégraisser dans l'Ingénierie ? Bizarre : pas un mot de cet accord dans la com' interne...

Test et Services : un nom qui sent le souffre

EADS veut vendre Cassidian Tests & Services, une filiale de 500 personnes chargée des tests pour les avions et chars civils ou militaires. Les salariés des sites d'Elancourt et de Toulouse ont manifesté le 3 juin contre cette cession. Raison invoquée par EADS : l'activité tests et services ne serait pas « cœur de métier ». Un air déjà entendu chez Renault alors que Billig, qui vient de créer la nouvelle direction Tests & Services (DE-T), arrive tout droit d'EADS.

Le capitalisme, ça rend sourd

Ghosn, en visite au Brésil, s'est dit « *fortement surpris et impressionné* » par les manifestations et ne pas en comprendre les raisons (Les Echos du 19/06). Alors que les Brésiliens se révoltent contre la vie chère et les coupes dans les budgets sociaux, Ghosn n'a rien trouvé de mieux que de critiquer « *le manque de compétitivité de l'économie brésilienne* ». Effectivement, il ne veut rien comprendre.

Un accord compétitivité qui ne passe toujours pas

Exclus de l'accord compétitivité Renault suite à leur forte mobilisation, 60 % des ouvriers de la Fonderie de Bretagne (ex-SBFM) ont rejeté le « Contrat d'Avenir Pour la Fonderie de Bretagne ». La CGC a appelé à un débrayage contre la CGT qui refuse de signer. La direction n'en demandait pas tant.

FM : pas un constructeur pour racheter l'autre

La Française de Mécanique (FM), filiale commune Renault-PSA, a annoncé que 830 départs à la retraite ne seront pas remplacés d'ici 2018. Et la direction menace de supprimer d'autres emplois si son accord de compétitivité n'était pas signé fin juillet. De son côté, Renault affectera en Espagne le remplaçant du moteur D fait à Douvrin, et devrait se retirer de la FM. PSA-Renault : même combat !

Les fruits de la mobilisation

Les salariés de la DCMAP à Lardy ont obtenu une prime de 55 € par jour de mission de Mise Au Point climatique, en plus du remboursement aux frais réels. Cela fait suite à plusieurs mois de mobilisation en réaction à la suppression du remboursement des missions au forfait. Un premier résultat obtenu grâce à l'action collective : la lutte continue...